Anglophonia/Caliban

Économie et protestantisme : Qui inspire le commerce en Angleterre ? L'influence des Provinces-Unies

Elsa Pouget

Abstract

In the XVIth century overseas trade dramatically developed as numerous ships kept sailing to and fro, bringing spices, silks and other goods which were in great demand by potential consumers. Merchants would meet in fairs or exchanges, such as Antwerp's, the most highly rated one in the European continent. But in those places political and religious ideas were exchanged as well as commercial products. For instance, as the Protestant Reformation gradually spread in the Northern Netherlands, it strengthened their inhabitants' desire of independence and enabled them to win economic preeminence all through the next century. This young protestant nation thereby became an example. This paper aims firstly at exploring the rather close links between religion (calvinism and arminianism) and Dutch political and economic life, secondly at showing the fascination of English merchants (in particular Josiah Child) for that country's achievements.

Citer ce document / Cite this document :

Pouget Elsa. Économie et protestantisme : Qui inspire le commerce en Angleterre ? L'influence des Provinces-Unies. In: Anglophonia/Caliban, n°17, 2005. Protestantisme(s) et autorité / Protestantism and authority. pp. 235-241;

doi : https://doi.org/10.3406/calib.2005.1548

https://www.persee.fr/doc/calib_1278-3331_2005_num_17_1_1548

Fichier pdf généré le 14/02/2020

Économie et protestantisme : Qui inspire le commerce en Angleterre ? L'influence des Provinces-Unies

Elsa POUGET-POMAR*

ABSTRACT

In the XVIth century overseas trade dramatically developed as numerous ships kept sailing to and fro, bringing spices, silks and other goods which were in great demand by potential consumers. Merchants would meet in fairs or exchanges, such as Antwerp's, the most highly rated one in the European continent. But in those places political and religious ideas were exchanged as well as commercial products. For instance, as the Protestant Reformation gradually spread in the Northern Netherlands, it strengthened their inhabitants' desire of independence and enabled them to win economic preeminence all through the next century. This young protestant nation thereby became an example. This paper aims firstly at exploring the rather close links between religion (calvinism and arminianism) and Dutch political and economic life, secondly at showing the fascination of English merchants (in particular Josiah Child) for that country's achievements.

Mots-clefs : Amsterdam, arminianisme, Banque d'Angleterre, bullionisme, Josiah Child, commerce au loin, Dordrecht, Gomaristes, grand-pensionnaire, Grotius, Manley, stathouder.

Persée creative commons BY: =

Deux nations protestantes, deux États à vocation commerciale, deux fortunes différentes : l'Angleterre et les Provinces-Unies eurent leur destin inexorablement lié tout au long du XVIIe siècle. Cet article a pour but de proposer une étude succincte des rapports existant entre ces deux pays, au travers de leurs relations commerciales. En effet, les échanges qu'ils pratiquèrent dès le XVIe siècle étaient déjà ambigus, l'Angleterre se plaignant constamment de la Hollande, mais tentant soigneusement d'appliquer sur son territoire des techniques issues de ce petit pays. Une première étape sera donc de mettre en place l'arrière-plan politico-économique grâce à l'étude des liens existant entre la politique, la religion et l'économie dans les Provinces-Unies puis, dans un second temps, l'ambivalence des relations anglo-hollandaises sera évaluée et, afin de mener à bien cette tâche, l'étude de l'essai de Josiah Child, *Brief Observations Concerning Trade and Interest of Money* (1668) sera particulièrement féconde.

Politique, religion et économie dans les Provinces-Unies

Tout comme la Grande-Bretagne, souvent abrégée en "Angleterre" en raison de la prédominance de cette région sur le plan économique, les Provinces-Unies semblent limitées à la Hollande. L'influence de cette province et surtout de sa capitale, Amsterdam, se construisit progressivement au détriment d'Anvers. La mise en place d'une économie forte et tournée principalement vers le lointain fut étonnamment rapide. La pugnacité des stathouders et des grands-pensionnaires ainsi qu'une foi concrète, tournée vers l'accomplissement d'un devoir

* Université de Toulouse-Le-Mirail.

d'origine divine, transformèrent la Hollande en une machine commerciale qui impressionna même ses adversaires. Néanmoins, des frictions tant politiques que religieuses apparurent et mirent à l'épreuve le consensus établi pendant la guerre d'indépendance.

Les Provinces-Unies étaient composées d'états souverains regroupés au sein d'une fédération qui était administrée par les États-Généraux à La Haye. Elles étaient gouvernées *de jure* par lesdits États-Généraux mais *de facto* par le stathouder et le grand-pensionnaire de Hollande, province la plus riche et, par conséquent, la plus puissante. Le stathouder et le grand-pensionnaire représentaient deux approches politiques différentes. Le stathouder était l'administrateur militaire d'une province, les tâches qui lui incombaient étant le maintien de l'ordre, la convocation des états provinciaux et le commandement suprême des armées lors des conflits (Poussou 6). Il était élu mais, au cours du temps, il fut continuellement choisi dans la maison de Nassau-Orange, conférant de ce fait à la fonction tous les attributs d'une monarchie héréditaire et d'une dictature militaire. De plus, en tant que stathouders de la province la plus riche, Guillaume et ses successeurs devinrent, en quelque sorte, les souverains des Provinces-Unies en entier. Ils s'appuyaient sur la noblesse, les paysans et toutes les petites gens des villes. C'était donc la vision d'un pouvoir centralisé à tendance monarchiste qui prévalait. La seconde approche, quant à elle, était incarnée par le personnage du grand-pensionnaire de Hollande, fonctionnaire élu qui, au même titre que le stathouder, avait un poids important dans la balance politique des Provinces-Unies. Sa fonction de juriste le désignait presque d'office comme le défenseur des droits de la république. Plutôt proche de la bourgeoisie, il symbolisait un pouvoir républicain fédéraliste. La confrontation des deux approches permet donc d'établir que le jeune état était tiraillé entre les aspirations monarchistes des stathouders et la volonté de pérenniser le régime de la république des grands-pensionnaires. Dès l'indépendance, la religion prit une importance accrue dans la gestion de la vie quotidienne et dans celle de l'économie nationale. Comme beaucoup de groupes religieux, politiques ou ethniques ayant souffert de discrimination et ayant été écartés des postes à responsabilité, les Hollandais trouvèrent une sorte d'exutoire dans le commerce (Weber 39), seul espace, *a priori*, où l'Espagne leur laissait toute latitude.

Les tensions religieuses ne cessèrent pas d'exister durant le XVIIe siècle mais elles apparurent, cette fois-ci, au sein même de la religion réformée néerlandaise. Deux écoles de pensée, bien que toutes deux calvinistes, s'affrontèrent et ces querelles eurent des répercussions dans le domaine politique. Si tous les Néerlandais acceptaient l'idée d'élection qui était chère au calvinisme, il n'en était pas de même concernant la soumission du gouvernement civil à l'Église. La question du libre arbitre vint empoisonner la vie religieuse des Provinces-Unies et elle conduisit à une crise entre les Arminiens, calvinistes libéraux, et les Gomaristes, calvinistes orthodoxes. L'interprétation de la doctrine de la prédestination par Arminius trouva des échos favorables dans la bourgeoisie, classe sociale en pleine expansion dès les années 1560. Les bourgeois, foncièrement républicains, se reconnaissaient pleinement dans l'arminianisme. Les libéraux, pour la plupart, étaient issus de la tradition humaniste. Subordonner le gouvernement civil à l'Église aurait été mettre en place une théocratie, comme le souhaitait Calvin, mais l'histoire même des Provinces-Unies ne pouvait l'admettre. En effet, l'idéal de république et de liberté individuelle était ancré au plus profond du cœur des Néerlandais.

Cette orientation libérale ou "politique" s'affronta à l'école orthodoxe et ce désaccord fut particulièrement haineux dès 1609, dès le début de la Trêve de Douze Ans. La dissidence des Arminiens mit en relief le conflit larvé entre les bourgeois républicains et la maison de Nassau-Orange. Les libéraux avaient pour préoccupation principale le développement et la richesse du pays. Afin de mener à bien cette mission, ils comptaient s'appuyer sur le fédéralisme, outil indispensable de la liberté du commerce, et sur l'autonomie des provinces. En acceptant la soumission des régions à une Église, quelle qu'elle soit, les libéraux

craignaient d'être assujettis à une forme de pensée qui ne serait pas en adéquation avec les impératifs économiques. De leur côté, les orthodoxes, forts de leur popularité auprès de la majorité des Néerlandais, s'insurgeaient contre ce capitalisme écrasant qui mettait richesse et pouvoir sur un piédestal et qui faisait peu de cas de la religion. En laissant ainsi sur le bas-côté les manœuvres, les apprentis ou les paysans, ce capitalisme triomphant créait une classe laborieuse encline à suivre ceux qui professaient le retour à une doctrine stricte et l'élévation de l'Église au rang de guide du gouvernement civil. La querelle entre les deux courants prit vite la tournure d'une guerre civile opposant Arminiens et Gomaristes, bourgeois des villes et noblesse des campagnes et, par extension, républicains et Orangistes. La chute d'Oldenbarnevelt (29 août 1618) et le Synode de Dordrecht (1619) mirent fin aux tensions et signèrent la défaite conjointe des républicains et de l'arminianisme dans les Provinces-Unies.

Si les républicains avaient perdu la bataille du Synode de Dordrecht, ils n'en restaient pas moins des bourgeois convaincus de la nécessité de faire occuper à leur nation le devant de la scène économique. Se trouvant paradoxalement à l'abri des querelles religieuses, le commerce et l'industrie prospérèrent et les marchands accrurent leur pouvoir. Théoriquement, les libéraux devaient être ostracisés mais le Catéchisme de Heidelberg et la Confession néerlandaise qui sortit du Synode de Dordrecht ne furent pas appliqués de façon rigoureuse. Ils laissèrent une certaine liberté à ceux qui apportaient à la nation les moyens de se défendre, de s'enrichir et de se développer. Si, dans un premier temps, les libéraux ne purent remplir de fonction publique, l'expérience qu'ils avaient de la gestion du commerce vint rapidement suppléer leur manque d'orthodoxie religieuse. Ce faisant, il y eut un nivellement progressif des différends religieux pour le plus grand bénéfice des Hollandais. La religion céda le pas à l'économie, ce qui devait faire dire à Oliver Cromwell que les Provinces-Unies préféraient le profit à la dévotion lorsque celles-ci refusèrent son projet d'union protestante en 1651 (Boxer 126). Ce refus entérinait la position majeure occupée par les acteurs économiques et marquait le recul définitif de la religion au sein du gouvernement civil.

Regardons maintenant un peu plus en détail ce qui faisait de la Hollande une force économique admirable. Il est évident que la poussée urbaine que connurent les Provinces-Unies favorisa l'essor du commerce au loin. De plus, en étant à la fois récipiendaire des biens étrangers et donneur d'ordres à l'industrie, Amsterdam était incontournable pour qui voulait commercer des Indes orientales à la Baltique. Idéalement situées, la Hollande et la Zélande envoyaient leurs navires dans le monde entier. Fort justement surnommées les "rouliers des mers," les Provinces-Unies employaient plus de marins que l'Angleterre, la France, l'Espagne et l'Écosse réunies, et ce, dès 1614 (Renaudet 58). Cette suprématie confortait les Provinces-Unies dans leur demande d'une liberté des mers, telle qu'elle était inscrite dans le *Mare Liberum* de Hugo Grotius. La nation anglaise et la nation hollandaise s'estimaient mais elles chassaient sur le même terrain et elles en vinrent à se déclarer la guerre pour des motifs plus économiques que patriotiques, politiques ou religieux. Profondément liées, n'en déplaise à leurs dirigeants d'antan, ces nations semblaient ne pas pouvoir être dissociées mais l'une prit rapidement l'avantage sur l'autre : l'Angleterre et ses marchands enviaient les succès des Provinces-Unies.

L'ambivalence des rapports anglo-hollandais

Les relations entre les Provinces-Unies et l'Angleterre remontent à 1554 lorsque Marie Tudor déclara vouloir épouser le roi Philippe d'Espagne. Il fut décidé que tout enfant né de cette union devait hériter de l'Angleterre et des Pays-Bas, mais le décès prématuré de Marie en 1558 laissa les liens entre les deux nations à l'état d'ébauche (Pettegree 1). Toutefois, l'alliance signée en 1586 entre les Pays-Bas du Nord et l'Angleterre, lors de la guerre d'indépendance, devait marquer le commencement d'une histoire commune où l'entente allait

progressivement céder la place à la guerre économique puis au conflit armé. L'avènement de Jacques I[er] signait déjà la distension des liens entre les co-signataires, les Provinces-Unies ne désirant pas s'engager dans une croisade protestante sur le continent (Poussou 3). En effet, la bourgeoisie marchande préférait la paix à la guerre. Une "ligue protestante" aurait fait du tort à l'économie des Provinces-Unies.

L'admiration et la haine que les Hollandais suscitaient chez les Anglais reposaient en partie sur les caractéristiques communes aux deux nations. Les échanges qu'elles pratiquaient les liaient encore plus puisque l'Angleterre fournissait à la Hollande de la laine vierge que cette dernière se chargeait de tisser ou des draps écrus qu'il fallait teindre. Dès le XVIe siècle, grâce aux *Merchant Adventurers*, les Anglais avaient un représentant dans les villes les plus importantes des Provinces-Unies. Mais le projet de Cockayne, en 1614, allait mettre en péril des relations jusqu'alors franches et saines. Des mesures de rétorsion furent prises par les Provinces-Unies et une véritable crise lainière toucha l'Angleterre, privée de son marché extérieur le plus profitable. Le projet fut abandonné, mais il laissa des traces dans les esprits chagrins, désignant les Hollandais à la vindicte populaire. Cependant, les draps n'étaient pas la seule pierre d'achoppement, la pêche aussi devint rapidement un sujet de discorde. Ce point met en exergue le problème du droit maritime au XVIIe siècle : à qui appartiennent la mer et les côtes la bordant ? Les ouvrages de Grotius, *Mare Liberum*, et de Selden, *Mare Clausum*, tentèrent chacun d'apporter une réponse. Les frictions concernant la pêche, la laine ou les Indes orientales étaient légion, car la conception selon laquelle le commerce était un ensemble fini et que quiconque augmentait sa part diminuait *de facto* celles des autres, ne faisait qu'accroître les tensions. Parce qu'elles avaient "une nature commerciale très proche" (Poussou 4), l'Angleterre et les Provinces-Unies ne pouvaient que se quereller et ces mésententes eurent pour conséquence trois guerres anglo-hollandaises et quelques lois sévères. L'attitude du Parlement face à l'agaçante prospérité hollandaise fut de verrouiller son commerce et de le transformer en commerce d'état. En effet, les Provinces-Unies avaient fait du commerce l'instrument de leur puissance, allant même jusqu'à accorder à leur compagnie des Indes orientales des pouvoirs extraordinaires comme celui de battre monnaie (Poussou 8), de signer des traités au nom de leur nation ou de lever des troupes dans les pays visités (Khan 5-6). En bref, cette compagnie était garante de la souveraineté de la Hollande dans les Indes orientales. Face à cela, les marchands anglais étaient démunis et leur unique recours était d'avoir l'État derrière eux afin, paradoxalement, d'être plus libres de commercer. L'État, en interférant avec le cours naturel des échanges, validait ainsi toutes les actions menées par les marchands puisque celles-ci se faisaient en son nom. La limitation des importations, les obligations diverses et variées auxquelles étaient soumis les importateurs, tout cela participait d'un même mouvement initié par les marchands au loin : la protection des biens qu'ils faisaient transiter en Angleterre. Il apparaît dès lors évident que le système anglais tentait de copier les Hollandais, de façon plus ou moins adroite, et que, malgré les déroutes commerciales et les tensions politiques dont ils étaient les victimes, les Anglais étaient émerveillés par la réussite néerlandaise.

Cette envie d'adapter le modèle hollandais n'était pas nouvelle. En effet, la proclamation d'indépendance des Provinces-Unies en 1581, composée par les bourgeois républicains, contenait déjà les germes de la pensée politique anglaise du XVIIe siècle et il n'est pas anodin de noter que certains points se retrouvent dans les écrits de Locke, par exemple. Ainsi il est dit que "Dieu n'a pas créé les hommes pour être les esclaves du prince" ou que "les hommes ont le droit de renverser un prince si celui-ci est un tyran avéré" ("Dutch Declaration of Independence"189). L'idée d'un contrat social se profile ici et elle sera reprise par les Anglais un siècle plus tard. Ceci montre l'importance de l'influence des Provinces-Unies sur la vie politique et commerciale de l'Angleterre et les nombreux échanges idéologiques qui eurent lieu durant les XVIe et XVIIe siècles. Amsterdam était le point de mire de cette Europe

capitaliste. Les prix qui s'y pratiquaient servaient d'indices et il fut même institué une liste officielle des valeurs en 1613, liste à laquelle tout le monde pouvait s'abonner (Barbour 20). Amsterdam représentait la quintessence du commerce et cela rejaillissait sur toutes les Provinces-Unies. Cette capitale et ce pays tout entier faisaient l'admiration des Anglais malgré les disputes commerciales. Tout, du régime politique à l'éducation des jeunes filles, fut passé au crible par les essayistes et les pamphlétaires. Cette communion jouait le rôle du moteur de la république : sans elle, il n'était pas possible, théoriquement, d'avancer. Si les années 1620 furent des années de crise pour l'Europe entière, les Provinces-Unies semblèrent être à l'abri des turbulences économiques et nombreux furent les auteurs qui attribuèrent ce succès à l'étonnante ouverture de ce pays contrastant grandement avec les autres nations qui se refermèrent sur elles-mêmes et tentèrent de thésauriser. Misselden s'extasiait sur cet étrange paradoxe qui consistait à laisser sortir l'argent sans en attendre le retour. Bien plus attachées au capital circulant qu'au capital dormant dans leurs caisses, les Provinces-Unies mettaient en pratique le principe de la balance commerciale, principe encore balbutiant en Angleterre et au centre d'une querelle entre Malynes (mercantiliste bullioniste) et Misselden (mercantiliste commercialiste). Les Hollandais se rangeaient du côté des praticiens et non des théoriciens, même si quelques-uns des écrits théoriques les plus pertinents furent rédigés par des habitants des Provinces-Unies. Afin d'être aptes à commercer avec le monde entier, les marchands hollandais avaient besoin d'une solide formation. Josiah Child, dans son ouvrage intitulé *Brief Observations Concerning Trade and Interest of Money*, paru en 1668, exposa les nombreuses qualités des Néerlandais et il insista particulièrement sur l'éducation des jeunes gens et des jeunes filles dans le septième point. L'intérêt réel montré par les essayistes anglais du XVIIe siècle pour la formation des jeunes Hollandais se retrouvait dans l'un des points les plus longuement exposés. Que cela soit intégré à un ouvrage traitant des moyens mis en œuvre par les Provinces-Unies pour prospérer est significatif : le commerce était élevé au rang de devoir national. L'expérience hollandaise pouvait être bénéfique pour les Anglais comme le démontra Child dans son essai dont nous allons reprendre ici quelques points.

Brief Observations Concerning Trade and Interest of Money met en évidence quinze aspects qui semblent être au cœur de la réussite néerlandaise. Dans un premier temps, il faut noter que les points 1 (la présence de marchands dans les conseils) et 15 (les taux d'intérêt extrêmement bas) encadrent le discours de Child. Ces deux moyens étaient considérés comme le socle de la prospérité hollandaise aux yeux des Anglais. Les conseils, comités et commissions divers qui existèrent avant le *Board of Trade* ne furent pas à la hauteur car ils n'avaient pas de réelle mission. Leur rôle était consultatif certes, mais les recommandations qu'ils pouvaient faire étaient bien souvent écartées. Au contraire, la Hollande, contrée pragmatique, avait compris très tôt qu'intégrer les marchands à sa vie politique et, encore plus, économique, lui donnerait un avantage indéniable sur ses adversaires. C'était la communauté des négociants qui générait la fortune hollandaise et ils tenaient entre leurs mains les rênes du pouvoir, étant à la fois les plus riches et les plus aptes à conduire l'économie. Passons maintenant au point 15, celui concernant le taux d'intérêt. Des taux d'intérêt entre 3 et 4% faisaient rêver les marchands insulaires qui étaient confrontés à des taux légaux variant de 6 à 10%. Child mit en avant cet argument pour justifier la prospérité néerlandaise, allant jusqu'à écrire en lettres capitales une partie de son discours, afin d'attirer l'œil de son lecteur. Pour cet essayiste, membre éminent de la compagnie anglaise des Indes orientales, la cause principale du succès des Hollandais résidait dans des taux d'intérêt extrêmement faibles qui variaient naturellement, sans aucune action extérieure. Cette question des taux revint un très grand nombre de fois dans les essais anglais du XVIIe siècle. Après son énumération des qualités hollandaises, Child disserta longuement sur la hausse ou la baisse des taux ainsi que sur les conséquences de telles fluctuations. Cependant, sa théorie fut remise en question dans un traité, daté lui aussi de 1668, et attribué à Manley, *Interest of*

Money Mistaken, dont le sous-titre était des plus explicites : *A Treatise, Proving, that the Abatement of Interest is the Effect and not the Cause of the Riches of a Nation, and that Six Per Cent Is a Proportionable Interest to the Present Condition of this Kingdom.*

Quelques autres aspects furent soulignés par des essayistes tels qu'Edward Misselden ou Roger Coke. Ce dernier fit une étude détaillée des Provinces-Unies et il constata que l'homme politique hollandais en savait plus sur le commerce qu'un conseiller anglais.[1] Il retira de son travail le sentiment que l'Angleterre avait besoin d'un ministère du commerce ou, pour le moins, d'une commission permanente afin d'égaler les comités hollandais. Il appela ceci "Council of Trade" (39) et souhaita qu'il fût institué par une loi. Il voulait suivre l'exemple de ce pays qui, parti de rien, était devenu l'un des entrepôts de l'Europe. Même si les Provinces-Unies représentaient l'ennemi commercial par excellence, elles étaient ce qu'il y avait de mieux et les Anglais souhaitaient tendre vers cette "perfection." On savait désormais que c'était le marchand qui servait d'intermédiaire entre la richesse personnelle et le Trésor public. Parce qu'il prit de plus en plus d'importance, il devint difficile de s'en passer et le marchand demanda à être entendu. Tous les essais de Child, Coke ou Misselden traitant des Provinces-Unies tendaient vers un unique objectif : amener l'Angleterre à égaler sa rivale en utilisant des méthodes identiques car elles avaient fait leurs preuves. L'exemple de la Banque d'Amsterdam est le plus flagrant. Créée en 1609, elle devança allègrement l'établissement de la Banque d'Angleterre en 1694 ! Les liens financiers entre l'Angleterre et la Hollande étaient anciens et reposaient en partie sur les échanges de métaux précieux. Il ne faut tout de même pas se leurrer et croire que les échanges étaient équitables.

À la fois rivales commerciales et tellement proches, ces nations ne pouvaient que s'admirer et se détester car elles se ressemblaient trop. À vouloir imiter la Hollande, l'Angleterre risquait, en définitive, de perdre sa propre identité. Il ne fallait donc retenir des Provinces-Unies que ce qui était applicable sur le sol anglais. C'est ainsi que la tolérance religieuse, l'excise, l'éducation scientifique des jeunes filles ou des successions équitables ne purent être mises en œuvre puisqu'elles étaient contraires aux coutumes anglaises. En revanche, le soutien et l'emploi des indigents dans des ateliers (workhouses) ou la frugalité trouvèrent leur place dans la vie économique de l'Angleterre. Les quinze points relevés par Josiah Child comme étant ceux qui permirent à la Hollande de devancer l'Angleterre restèrent pour la plupart lettre morte, n'obtenant pas les réponses escomptées de la part des autorités. Si l'Angleterre rêvait des succès hollandais, elle ne s'engagea pas suffisamment dans la voie ouverte par les institutions et par les marchands néerlandais. Toutefois, elle n'était pas la seule coupable. En effet, les différentes tentatives de rapprochement, souvent établies sur des bases religieuses, se soldèrent par un échec, les Provinces-Unies préférant s'isoler diplomatiquement plutôt que s'impliquer dans une croisade protestante. La religion aurait pu servir de première étape pour une possible association mais l'économie prit le pas sur le reste, la religion ne servant que de prétexte.

Bibliographie

Barbour, Violet. *Capitalism in Amsterdam in the Seventeenth Century.* Baltimore : Johns Hopkins UP, 1950.

Boxer, C.R. *The Dutch Seaborne Empire, 1600-1800.* 1965. London : Penguin, 1990.

Child, Josiah. *Brief Observations Concerning Trade and Interest of Money.* London : 1668.

Coke, Roger. *A Discourse of Trade.* London : 1670.

[1] "A Dutch Statesman is more interested in Trade than a Counsellor of State in England, or any else" (Roger Coke, *A Discourse of Trade* [London, 1670] 31).

"Dutch Declaration of Independence of 1581." *The Library of Original Sources*. Ed. Oliver J. Thatcher. Vol. 5. Milwaukee : University Research Extension, 1907.

Khan, S.A. *The East India Trade in the XVIIth Century in its Political and Economic Aspects*. Oxford : OUP ; London : Humphrey Milford, 1923.

[Manley]. *Interest of Money Mistaken, Or A Treatise, Proving, that the Abatement of Interest is the Effect and not the Cause of the Riches of a Nation, and that Six Per Cent Is a Proportionable Interest to the Present Condition of this Kingdom*. London : 1668.

Pettegree, Andrew. "Humanism and the Reformation in Britain and the Netherlands." *The Education of a Christian Society: Humanism and the Reformation in Britain and the Netherlands*. Ed. N. Scott Amos, Andrew Pettegree and Henk Van Nierop. Aldershot : Ashgate, 1999.

Poussou, Jean-Pierre. *Les Îles britanniques, les Provinces Unies, la guerre et la paix au XVIIe siècle*. Paris : Economica, 1991.

Renaudet, Augustin. *Les Pays-Bas espagnols et les Provinces-Unies de 1598 à 1714*. Paris : Centre de Documentation Universitaire, 1958.

Weber, Max. *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*. 1920-21. 1st English Ed. 1930. Trans. Talcott Parsons. London : Routledge, 1992.